

Questions orales

L'hon. John C. Crosbie (ministre des Transports): Monsieur le Président, mon travail en coulisse doit demeurer secret bien sûr. Je puis vous donner l'assurance que vous le trouveriez très intéressant si je m'exhibais devant vous quand je m'en acquitte.

Des voix: Oh, oh!

M. Axworthy: Ne vous donnez pas cette peine.

M. Crosbie: Pour ce qui est de la question, je regrette que nous ne soyons pas en mesure de faire plus pour l'instant au sujet de VIA Rail. Nous estimons que les mesures que nous prenons vont améliorer considérablement le service, le confort et la commodité des voyageurs, et permettre à VIA Rail de respecter de plus en plus l'horaire à l'avenir. Cela comporte l'achat de nouvelles locomotives et la révision du matériel. Je pense que l'honorable parlementaire va constater une amélioration considérable. La question des nouvelles voitures devra attendre à plus tard.

M. Angus: Monsieur le Président, nous avons entendu répéter ce boniment-là par beaucoup de ministres.

L'EFFET DE LA DÉCISION

M. Iain Angus (Thunder Bay—Atikokan): Monsieur le Président, pourquoi le gouvernement du ministre n'a-t-il pas tenu compte de l'effet de cette décision sur les travailleurs de CanCar à Thunder Bay et de Bombardier à Montréal? Pourquoi n'a-t-il pas tenu compte du fait que l'abandon de ce marché va coûter aux contribuables, en comptant l'assurance-chômage, plus de 30 millions en protection des travailleurs qui vont perdre leur emploi pour cette raison? Pourquoi le gouvernement n'a-t-il pas tenu compte de ces choses quand il a examiné le dossier?

L'hon. John C. Crosbie (ministre des Transports): Monsieur le Président, les marchés que nous fournissons actuellement à VIA Rail avec les fonds en question représentent 8 000 années-personnes de travail dans les secteurs de la construction et de la fabrication. Cela, ne l'oublions pas.

L'honorable parlementaire devrait demander aux sociétés qu'il a mentionnées si elles ont tenu compte de ce problème lorsqu'elles ont présenté leur prix pour faire ce travail. Les voitures revenaient à des centaines de milliers de dollars de plus que ce qui avait été initialement prévu.

L'honorable parlementaire devrait leur demander pourquoi elles n'ont pas affûté leurs crayons et étudié un devis que nous aurions pu trouver supportable, au lieu d'un qui dépassait de 100 millions le montant initialement envisagé.

LA CHAMBRE DES COMMUNES

PRÉSENCE À LA TRIBUNE D'UNE DÉLÉGATION PARLEMENTAIRE DE L'INDE

M. le Président: Je tiens à signaler aux députés la présence à la tribune d'une délégation parlementaire de l'Inde, dirigée par M. Sat Paul Mittal, député, président de l'Action parlementaire en faveur de l'abolition de l'apartheid.

Des voix: Bravo!

* * *

[Français]

LES POSTES

ON DEMANDE LE RÉTABLISSEMENT DE SERVICES POSTAUX

M. Alfonso Gagliano (Saint-Léonard—Anjou): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre responsable de la Société des Postes qui était ici tantôt, ou à qui pourrait répondre à sa place. Depuis son arrivée au pouvoir, le gouvernement conservateur a coupé les services postaux par l'installation des fameuses superboîtes et par la fermeture de bureaux de poste en milieu rural. Bientôt les Canadiens n'auront aucun service postal avec l'attitude irresponsable du ministre chargé des Postes, ce qui risque de causer une grève. Est-ce que le ministre ou celui qui peut répondre pour lui peut dire pourquoi le gouvernement continue à confronter les travailleurs au lieu de se préoccuper de redonner les services postaux que ce gouvernement-ci a coupés, lequel continue à priver les Canadiens des services essentiels?

[Traduction]

L'hon. Don Mazankowski (vice-premier ministre et président du Conseil privé): Monsieur le Président, l'honorable ministre vient de quitter la Chambre pour un instant. Je prendrai note de la question et je lui en reparlerai.

M. le Président: Je redonnerai la parole au député plus tard.

* * *

L'AGRICULTURE

LA DÉCISION DE L'OCDE DE RÉDUIRE SES SUBVENTIONS À L'EXPORTATION DE CÉRÉALES—L'INCIDENCE SUR LE CANADA

M. Vic Althouse (Humboldt—Lake Centre): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre d'État chargé de la Commission canadienne du blé. A la décision de l'OCDE qui a accepté de réduire ses subventions à l'exportation de céréales, le secrétaire adjoint américain de l'agriculture Amtutz a réagi en disant qu'il faudrait aux États-Unis dix à treize ans pour mettre en oeuvre leur proposition de réduire ces subventions de pair avec l'Europe.